

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



T/AC.36/SR.4

23 mai 1951

ORIGINAL : FRANCAIS

DISTRIBUTION GENERALE

le 8 juin 1951

COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE RURAL DANS
LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA QUATRIEME SEANCE

Tenue au Siège, New-York,

le mercredi 23 mai 1951, à 10 heures 30.

SOMMAIRE

Organisation des travaux du Comité (T/AC.36/L.1, L.2, L.3, L.4, L.6, L.7, L.8, L.9, L.10; mémorandum de la délégation du Royaume-Uni; document de travail de la délégation des Etats-Unis d'Amérique).

PRESENTS

<u>Président</u> :	Le prince WAN WAITHAYAKON	Thaïlande
<u>Membres</u> :	M. Y.W.LIU	Chine
	M. JONES	Etats-Unis d'Amérique
	M. LAURENTIE	France
	M. de MARCHENA	République Dominicaine
	M. MATHIESON	Royaume-Uni de Grande-
		Bretagne et d'Irlande du Nord
<u>Secrétariat</u> :	M. HARRIS	Secrétaire du Comité

ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE (T/AC.36/L.1, L.2, L.3, L.4, L.6, L.7, L.8, L.9, L.10; MEMORANDUM DE LA DELEGATION DU ROYAUME-UNI; DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA DELEGATION DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Le PRESIDENT rappelle que le Comité a décidé, lors de la séance précédente, de procéder à une étude préliminaire des documents relatifs à la législation foncière dans les territoires sous tutelle qui ont été préparés par le Secrétariat et distribués au Comité. En outre, le Royaume-Uni a présenté à la dernière séance un memorandum relatif à cette question qui pourra servir de base de discussion. D'autres documents viendront compléter ceux qui ont déjà été distribués.

M. de MARCHENA (République Dominicaine) félicite le Secrétariat pour le travail considérable qu'il a accompli; les documents qu'il a élaborés faciliteront la tâche du Comité.

Etant donné l'importance et l'ampleur des questions que le Comité se propose d'étudier, le représentant de la République Dominicaine se demande s'il n'y aurait pas lieu de diviser le Comité en trois équipes de travail de deux membres, dont chacune serait chargée d'étudier, en s'inspirant tout spécialement du memorandum rédigé par la délégation du Royaume-Uni, un aspect des questions à l'ordre du jour. L'une de ces équipes pourrait par exemple s'occuper de la législation foncière et du droit coutumier; une autre de l'utilisation des terres, et la troisième de l'aliénation des terres et d'autres problèmes se rapportant au régime foncier. Les trois équipes travailleraient simultanément et le Comité se regrouperait ensuite pour élaborer son rapport sur l'état d'avancement de ses travaux. Etant donné la composition du Comité, chaque équipe pourrait être formée d'un membre représentant une Autorité chargée d'administration, et d'un membre représentant un gouvernement n'administrant pas de territoire sous tutelle. Les gouvernements qui n'administrent pas de tels territoires ont besoin, pour étudier convenablement ces questions, de l'aide des Autorités chargées d'administration.

Le PRESIDENT pense que le représentant de la République Dominicaine a en vue le rapport préliminaire que le Comité doit soumettre au Conseil, qui l'examinera et le transmettra à l'Assemblée générale. S'il décide de présenter un tableau statique de la situation, le Comité pourra peut-être adopter la procédure proposée par le représentant de la République Dominicaine.

M. JONES (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'il a préparé un document de travail à l'intention du Comité et qu'il serait heureux d'entendre les observations de ce dernier. Il espère que le Comité pourra utiliser ce document, en premier lieu, pour apprécier si les renseignements fournis par les Autorités chargées d'administration sont suffisants; en deuxième lieu, pour collationner les données fournies par les différentes Autorités chargées d'administration et, en troisième lieu, comme plan à suivre pour incorporer ces renseignements dans le rapport final du Conseil à l'Assemblée générale.

M. LAURENTIE (France) déclare qu'il n'a pas eu le temps d'étudier le document de travail du représentant des Etats-Unis d'Amérique mais qu'en examinant la table des matières, il constate que M. Jones a suivi un ordre inverse de celui du mémorandum du Royaume-Uni. Dans ce document, le représentant des Etats-Unis aborde d'abord la question de l'utilisation des terres; il passe ensuite à l'étude du régime foncier, pour terminer par des considérations sur l'évolution possible de la situation dans le sens d'une meilleure productivité. Au contraire, le mémorandum du Royaume-Uni commence par exposer, longuement et d'ailleurs admirablement, la question du régime foncier, puis étudie les moyens qui permettront la meilleure utilisation des terres et, en dernier lieu, l'évolution qu'il serait possible et opportun de faire subir à la situation de fait.

M. Laurentie déclare qu'il serait porté à accepter, en principe, la proposition de M. de Marchena, mais tient à faire remarquer qu'il n'y a pas d'aspect véritablement statique de la question du régime foncier des territoires sous tutelle et de l'utilisation des terres. Cette situation est difficile à déterminer, elle change à tout moment, et, à cet égard, le mémorandum du Royaume-Uni contient de précieux renseignements.

Il se pose à ce propos une question importante, celle de savoir si cette évolution que l'on constate doit suivre son cours naturel ou s'il y a lieu de lui imprimer une direction. M. Laurentie cite l'alinéa b) du paragraphe 3 du document de travail de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, qui laisse supposer qu'une direction peut être imprimée à cette évolution et témoigne d'un souci implicite de ne pas oublier la productivité de la terre dans le cadre de l'évolution actuelle de la situation.

M. Laurentie se demande dans quel ordre il conviendrait d'étudier les divers aspects de la question. A cet égard, il se range à l'avis du représentant de la République Dominicaine, suivant lequel ils devraient être étudiées simultanément. Tous ces problèmes sont étroitement liés et ne peuvent être étudiés indépendamment les uns des autres. On ne saurait, par exemple, étudier l'érosion du sol sans examiner les questions de l'utilisation de la propriété indigène, de l'aliénation des terres, de la main-d'oeuvre, etc. C'est ce qui ressort clairement du mémorandum du Royaume-Uni. La meilleure méthode à suivre pour étudier ces questions est donc de diviser le Comité en équipes, qui travailleraient parallèlement ce qui permettrait de ne pas morceler la tâche d'une façon artificielle.

Le PRÉSIDENT estime qu'en ce qui concerne la question de la méthode de travail, le Comité ne doit pas perdre de vue qu'il doit présenter au Conseil un rapport préliminaire et procéder également à une étude en vue d'établir le rapport final contenant des conclusions et des recommandations.

Le Président est d'avis que le document de travail des Etats-Unis sera des plus utiles, car le Comité devra formuler des recommandations. C'est sans doute cette considération qui a amené le représentant des Etats-Unis à donner la première place à la question de l'utilisation des terres.

Au contraire, s'il s'agit du rapport sur l'état des travaux, il semble plus indiqué de commencer par l'étude du régime foncier et de l'aliénation des terres.

Au point où en sont les travaux du Comité, il ne peut s'agir de formuler des recommandations sur la politique à mettre en oeuvre; le rapport préliminaire doit présenter un tableau de la situation telle qu'elle se présente à l'heure actuelle. Au contraire, lorsqu'il s'agira d'étudier la question de fond, de formuler des recommandations pour qu'une direction soit imprimée à l'évolution de cette situation, le Comité devra suivre de préférence l'ordre proposé par le document de travail du représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. de MARCHENA (République Dominicaine) souligne l'intérêt du mémorandum présenté par le Royaume-Uni. Comme le Président, il estime que le Comité doit en premier lieu concentrer son attention sur l'aspect juridique du problème, c'est-à-dire étudier, d'une part, le droit coutumier et, d'autre part, la législation foncière, ainsi que les modalités d'application et la mise en oeuvre des lois relatives au régime foncier. Cette étude devrait distinguer entre les terres enregistrées comme propriété individuelle et les terres qui ne sont pas enregistrées comme propriété individuelle et qui appartiennent à la communauté. La question de l'aliénation de la terre rentre bien entendu dans le cadre de l'étude du régime foncier.

Si le Comité organise ses travaux de cette manière, il y a tout lieu de penser qu'il présentera au Conseil un rapport préliminaire fort utile.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) est d'avis que les suggestions du représentant de la République Dominicaine et le document de travail présenté par le représentant des Etats-Unis d'Amérique soulèvent des questions qui se poseront certainement par la suite au Comité, mais qui n'exigent pas une décision immédiate dans le cadre de la préparation du rapport préliminaire. Du reste, le représentant de la République Dominicaine semble partager ce point de vue, puisqu'il a souligné que le Comité devrait s'efforcer de faire dans son rapport un tableau de la situation telle qu'elle se présente actuellement.

Il est juste de dire que le régime foncier d'un territoire évolue constamment; il serait cependant utile d'inclure dans le rapport un exposé qui décrirait, en s'en tenant aux faits, la situation existant dans les divers territoires en ce qui concerne la répartition des terres selon les divers régimes fonciers, le droit coutumier et la législation foncière. Il conviendrait également d'indiquer que le Comité se préoccupe de l'évolution de la situation dans ce domaine.

Il va sans dire que la politique suivie par l'Autorité chargée de l'administration en matière de régime foncier, constitue un facteur essentiel de cette évolution. Comme l'a indiqué le représentant de la France, la question se pose de savoir s'il faut laisser cette évolution suivre son cours naturel ou s'il convient au contraire d'adopter une politique déterminée en matière de régime foncier, d'utilisation des terres et d'enregistrement des

titres de propriété et d'orienter cette évolution en conséquence.

Le représentant du Royaume-Uni ne pense pas que le Comité doive, à ce stade de ses travaux, se diviser en groupes de travail qui se consacraient à un examen approfondi des divers aspects du problème. De même, il ne semble pas que le Comité puisse, d'ores et déjà, formuler des observations détaillées sur le document de travail des Etats-Unis d'Amérique, puisqu'il n'est pas encore appelé à se prononcer sur la forme de son rapport final.

Ce document de travail et le memorandum du Royaume-Uni abordent la question d'une façon assez différente. Le document de travail des Etats-Unis d'Amérique commence par étudier l'utilisation des terres telle qu'elle se pratique actuellement, définit ensuite ce que pourrait être cette utilisation et ce qu'elle devrait être pour contribuer au développement des territoires et indique enfin comment le régime foncier et la répartition des terres font obstacle à la réalisation de ce développement. Au contraire, le memorandum du Royaume-Uni décrit d'abord la situation qui existe actuellement en matière de régime foncier en raison de facteurs antérieurs à l'arrivée des Autorités chargées d'administration, étudie ensuite les répercussions de ce régime foncier sur l'utilisation des terres, définit ce que devrait être cette utilisation des terres et pose enfin la question de savoir comment ces éléments pourraient être conciliés.

Le représentant du Royaume-Uni souligne qu'il est difficile de parvenir à des conclusions, en ce domaine, sans avoir étudié au préalable la situation existant dans tous les Territoires. Or, le Comité n'a encore reçu que peu de renseignements des Autorités chargées d'administration. Certes, le Secrétariat a préparé une documentation qui contient des indications assez complètes sur la législation foncière, mais le Comité est mal renseigné sur le droit coutumier ainsi que sur la politique suivie par les Autorités chargées d'administration en matière de répartition des terres et sur les efforts qu'elles déploient pour modifier le régime foncier en vigueur.

Pour ce qui est de la suggestion du représentant de la République Dominicaine tendant à ce que le Comité constitue des groupes de travail, M. Mathieson pense qu'il vaudrait mieux que, le moment venu, le Comité subdivise ses travaux par région. Il ne paraît guère possible en effet d'examiner séparément les trois aspects de la question et il serait logique de procéder à une étude par région, car il est permis de penser que les territoires du Pacifique, par exemple, présentent à cet égard de grandes analogies et diffèrent nettement des territoires d'Afrique, qui ont également entre eux des ressemblances marquées.

Enfin, le représentant du Royaume-Uni voudrait savoir si le Secrétariat sera bientôt en mesure de présenter au Comité un projet de chapitre type, pour un territoire particulier, qui mettrait en lumière les avantages et les insuffisances de la méthode de travail adoptée.

M. HARRIS (Secrétaire du Comité) précise que le Secrétariat pourra soumettre au Comité, dans un délai d'une semaine, un projet de chapitre type consacré au Tanganyika. Il a été décidé de choisir le Tanganyika plutôt qu'un autre territoire parce que le Secrétariat dispose de renseignements plus complets à son sujet.

M. JONES (Etats-Unis d'Amérique) reconnaît, avec le représentant du Royaume-Uni, qu'une décision sur la forme du rapport définitif est prématurée. Si la délégation des Etats-Unis d'Amérique a jugé opportun de présenter dès maintenant son document de travail, c'est qu'il lui a paru que ce document pourrait aider le Comité à déterminer dans quelle mesure les renseignements fournis par les Autorités chargées d'administration en matière de régime foncier et d'utilisation des terres étaient assez complets pour présenter de l'utilité dans le cadre des travaux actuels.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique est cependant toute prête à modifier l'ordre des questions dans son document de travail et à traiter en premier lieu du régime foncier. A son avis, il est impossible de dissocier la question du régime foncier et de l'aliénation des terres de celle de l'utilisation des terres; aussi a-t-elle pensé qu'il serait extrêmement difficile au Comité de

parvenir à des conclusions ou de formuler des recommandations touchant le régime foncier sans étudier également la question de l'utilisation des terres.

Le rapport préliminaire au Conseil de tutelle devrait comprendre essentiellement un exposé de l'oeuvre accomplie jusqu'ici par le Comité, des mesures qu'il a prises, des demandes de renseignements qu'il a adressées aux Autorités chargées d'administration et des travaux relatifs à l'aspect juridique de la question qu'il a chargé le Secrétariat d'accomplir; le rapport devrait également comprendre en annexe les études faites par le Secrétariat et, peut-être aussi, le document de travail de la délégation des Etats-Unis d'Amérique. Il sera difficile d'inclure dans le rapport des conclusions et des recommandations. Pour sa part, la délégation des Etats-Unis d'Amérique voudrait pouvoir étudier la documentation dans son ensemble avant de se prononcer sur cette question.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) déclare qu'il ne peut être question d'insérer dans le rapport préliminaire au Conseil de tutelle des conclusions et des recommandations. Ce rapport serait plus utile s'il présentait un tableau de la situation existant dans les différents territoires sous tutelle en matière de régime foncier; ainsi qu'il l'a déjà indiqué, le rapport devrait porter non seulement sur la législation foncière, qu'a étudiée le Secrétariat, mais encore sur le droit coutumier. Cela vaudrait mieux que de joindre en annexe les documents du Secrétariat.

M. Mathieson n'est pas opposé à ce que le plan du rapport final figure également en annexe; toutefois il pense que le Comité devrait indiquer les méthodes qu'il a l'intention d'adopter plutôt que de déterminer d'ores et déjà quelle sera la forme définitive du rapport.

M. LIU (Chine) souligne que ce qu'il importe d'étudier, ce sont les lois et les méthodes appliquées dans les territoires sous tutelle, du point de vue de l'intérêt qu'elles présentent pour les populations. Le Comité, en rédigeant le rapport, ne saurait faire de recommandations catégoriques sur un aspect quelconque de cette étude.

M. Liu félicite la délégation du Royaume-Uni du soin qu'elle a apporté à la préparation de son memorandum. Il pense que les travaux de base effectués par le Secrétariat aideront le Comité à procéder à cette étude. Le Comité doit se fixer pour tâche de déterminer quelles sont les lois qui facilitent ou entravent le développement des territoires, c'est-à-dire déterminer, dans la législation foncière, ce qui doit être modifié.

M. Liu a été très intéressé par le document de travail établi par la délégation des Etats-Unis; ce document sera utile au Comité en ce sens qu'il l'aidera à orienter ses travaux, tantefois il ne peut être question de l'adopter comme plan pour l'établissement du rapport final. Ce document porte d'ailleurs plus spécialement sur un aspect particulier de la question, l'utilisation des terres, et le Comité n'a pas, pour le moment, à entreprendre l'étude de ce sujet. Le document de travail de la délégation des Etats-Unis constitue, certes, un instrument utile qui peut aider le Comité à établir son rapport, mais que celui-ci doit porter en fait sur l'étude des lois, coutumes et pratiques en usage dans les territoires et recommander les changements d'orientation souhaitables.

M. JONES (Etats-Unis d'Amérique), répondant au représentant de la Chine, souligne que sa délégation n'a présenté ce document qu'à titre de suggestion. Le plan qu'il comporte est conçu comme s'appliquant à la première partie du rapport, consacrée aux renseignements, et non à la partie consacrée aux conclusions et aux recommandations du Conseil.

Pour ce qui est des observations du représentant de la Chine sur l'importance accordée dans ce document de travail à l'utilisation des terres, M. Jones indique que sa délégation n'a pas voulu insister plus particulièrement sur ce point et est prête à modifier l'ordre des questions, en faisant passer au premier plan la question du régime foncier.

Le représentant des Etats-Unis propose qu'avec l'approbation du Comité et pour que ce dernier puisse aller de l'avant à la prochaine séance, le Secrétariat prépare un projet de texte sur les travaux accomplis par le Comité jusqu'à ce jour.

Le PRESIDENT demande au Rapporteur de vouloir bien se mettre en contact avec le Secrétariat. Il signale que le projet de chapitre type relatif au Tanganyika pourrait contenir certains renseignements statistiques qui figurent dans le mémorandum présenté par la délégation du Royaume-Uni. Cet exposé ne devrait pas envisager la situation d'un point de vue purement juridique, mais en donner un tableau assez général.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) Rapporteur, déclare qu'il se mettra en rapport avec le Secrétariat au sujet du projet de texte envisagé. Ce dernier portera sur les travaux accomplis par le Comité, sur les méthodes de travail adoptées et pourra même comporter un plan général de rapport préliminaire.

En ce qui concerne le projet de chapitre type relatif au Tanganyika, le représentant du Royaume-Uni fait observer qu'on ne peut guère espérer pouvoir inclure dans le rapport, faute de renseignements suffisants, des chapitres analogues pour tous les territoires sous tutelle. Il conviendrait tout au moins de faire figurer dans ce rapport deux exemples : l'un concernant un territoire d'Afrique, l'autre concernant un territoire du Pacifique, étant donné que la situation est assez différente dans ces deux régions.

M. HARRIS (Secrétariat) rappelle au Comité que, jusqu'ici, outre le mémorandum de la délégation du Royaume-Uni et le document de travail de la délégation des Etats-Unis, qui ne constitue, comme l'a précisé cette délégation qu'une suggestion, aucune réponse n'est parvenue des Autorités chargées d'administration, exception faite d'un mémorandum de quatre pages reçu le matin même du Gouvernement italien et dont le Comité sera saisi dans deux ou trois jours.

Le PRESIDENT propose que le Comité tienne sa séance suivante le jeudi 31 mai à 14 heures 30.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures 10.